

## **Analyse des facteurs de la violence politique en Afrique de l'ouest de 1990 à 2011**

BLEY Hyacinthe Digbeugby \*  
Université Félix Houphouët-Boigny, Département  
d'Histoire, Sciences de l'Homme et de la Société (SHS), 01  
BP V 34 Abidjan 01, (+225) 07 26 92 26 / 41 26 80 98  
Email : [bley.hyacinthe@yhao.fr](mailto:bley.hyacinthe@yhao.fr)

### **Résumé :**

Les violences politiques qui surgissent sur le continent africain notamment en Afrique de l'ouest, sont traitées par plusieurs médias et auteurs sous l'exploitation commode et la configuration à caractère « ethnique » ou comme la traduction des luttes de pouvoir entre dirigeants locaux. Cette conception est pour la plupart, le reflet de courants académiques privilégiant une approche déterministe des réalités africaines et surévaluant les causes économiques ou identitaires supposées de ces violences contemporaines. Toutefois, de plus en plus, plusieurs analyses actuelles portant sur les causes de la persistance de ces violences politiques proposent une approche plurielle des facteurs de ces violences.

Dans notre travail, nous allons spécifier à notre niveau et caractériser ces différents facteurs de violences politiques en Afrique de l'Ouest.

**Mots clés :** facteurs, violences, politique, Afrique de l'ouest

**Abstract:**

The political violences that take place in the African continent specially in west Africa dealt by many media and authors under the commodious explanation of the confrontation with « ethnic » characteristic or the way of the power conquest between local leaders. This concept is for most of them the image of the academic currents privileging a deterministic approach of African realities, and over estimating the supposed economics and identities causes of these contemporaneous violences. However, more and more present analysis on the causes and these persistent political violences propose a plural approach of the factors of these violences.

In our work we are going to specify and characterise the different factors of political violence in West Africa.

**Keywords:** factors, violences, politic, West Africa

**Introduction**

Au défi du développement durable, que les sociétés africaines doivent surmonter en subissant les contraintes de l'ajustement structurel, s'est à ajouté celui de la démocratisation des systèmes politiques, exigée depuis la chute du mur de Berlin par les bailleurs de fonds. Ceux-ci, en la circonstance rejoignent les préoccupations ressenties par de nombreux secteurs de l'opinion africaine. Ainsi s'est amorcé à partir de 1990, une période dite de transition démocratique qui n'a pas été exempte de dérapages et

de récupérations par les dirigeants en place. Ces dérapages et récupérations sont connus sous le vocable de violences politiques qui deviennent de plus en plus vives dans cette partie de l'Afrique notamment en 2011 avec la crise ivoirienne.

D'une manière générale, les violences africaines apparaissent comme le produit d'un ensemble de facteurs interdépendants, présents dans les champs politique, économique socioculturel et environnemental répondant à des logiques structurelles et systémiques.<sup>1</sup>

« *Nul homme n'est assez dénué de raison pour préférer la guerre à la paix* », nous dit Hérodote. Cependant, en observant la conflictualité africaine, cet aphorisme d'Hérodote nous semble limité. Pour le sociologue Raymond Aron « la violence politique est un concept utilisé en science sociale et politique qui fait référence à des destructions [ou] des atteintes physiques dont le but, le choix des cibles ou des victimes ou la mise en œuvre et/ou l'effet ont une signification politique [et] tendant à modifier le comportement des protagonistes... ». Cette définition de ce sociologue est pour nous plus proche de la vraisemblance que celle d'Hérodote.

En effet, les violences politiques portent dans plusieurs cas les conditions de leur propre reproduction. Groupes armés irréguliers, armées nationales, réfugiés, réseaux criminels de commerce

---

<sup>1</sup> Roland Marchel, « Libéria, Sierra Léone et Guinée : une guerre sans frontière ? » in politique africaine, 2002/4, N°88, P180

illégal d'armes légères, réseaux communautaires transfrontaliers sont parmi les protagonistes ou non de la diffusion transfrontalière de certaines violences. Alors, dans cet article la question nodale qui guide notre réflexion est la suivante : quelles sont les causes profondes des violences politiques et comment celles-ci conduisent cette partie de l'Afrique à la destruction ? Cet article est une analyse des facteurs des violences politiques en Afrique de l'ouest. Son objectif est de recenser quelques lignes de forces communes à certaines violences tout en tenant compte de la singularité de chaque contexte d'émergence d'un conflit. Notre démarche consiste à identifier et à analyser les causes profondes des violences politiques en Afrique de l'ouest et d'en dégager les principales dynamiques. Pour y arriver, nous nous sommes appuyés sur des publications et des analyses de certains politologues.

### **I- La vulnérabilité politique de l'Etat et les fragilités économiques**

Dans cette partie, il s'agira pour nous de relever la vulnérabilité politique et les fragilités économiques de l'Etat comme facteurs politico-économiques des violences politiques en Afrique de l'Ouest.

#### **1- La vulnérabilité politique de l'Etat**

Au-delà de la diversité des situations et de la singularité de chaque trajectoire nationale, la persistance de violences politiques ouest-africaines est généralement associée et en premier lieu, à la

problématique de la fragilité de l'Etat.<sup>2</sup> L'Etat africain postcolonial se caractérise par sa faiblesse et par la défaillance relative de ses institutions. Plusieurs Etats de la sous-région peinent en effet, à faire respecter leur autorité sur l'ensemble de leur territoire et à garantir à la fois, les services de base, la sécurité humaine territoriale. Un mode d'organisation territoriale hérité de la colonisation montre, dans bien de cas, des disparités en termes d'infrastructures, de développement et aussi de contrôle de l'Etat sur certaines régions<sup>3</sup>.

Dans la zone sahélo-saharienne plus particulièrement, d'immenses étendues territoriales en déshérence couplées aux traditions de nomadisme et aux dynamiques transfrontalières des populations rendent particulièrement complexe la gestion de la souveraineté.<sup>4</sup> La géopolitique interne de nombreux Etats de la sous-région traduit le plus souvent une opposition entre un « centre » hégémonique et de « périphéries » relativement marginalisées qui revendiquent une redistribution du pouvoir et des ressources du pays.<sup>5</sup> La fréquence des violences politiques confirme une indéniable faiblesse des mécanismes institutionnels de régulation sociale et de

---

<sup>2</sup> Alain Dubresson et Jean-Pierre Raison, « L'Afrique subsaharienne : une géographie de changement », Armand Colin, 1998, PP. 32-37

<sup>3</sup> Yann Bedzigui, « *les conflits en Afrique, une résolution improbable ?* », AFRI, volume IX, 2008, P163

<sup>4</sup> Gérard-François Dumont, « *la géographie des populations du sahel* », in centre d'étude et de recherche de l'école militaire (CEREM) N°13 décembre 2009, PP 33-46

<sup>5</sup> Mehdi Taje, « *Vulnérabilité et facteurs d'insécurité au sahel* », Note CSAO/OCDE, enjeux ouest africains, 8p

redistribution des richesses. En l'absence de pratiques démocratiques crédibles et de mécanismes impartiaux d'arbitrage, les contradictions et les oppositions sociales dérivent dans certains cas vers un antagonisme violent, voire même armé. C'est le cas en Côte d'Ivoire qui a connu une rébellion armée en 2002. Cette crise a atteint son paroxysme en 2011. En effet, les rebelles ivoiriens avaient avancé que le nord dont la majorité était originaire a été de tout temps marginalisé alors ils prenaient les armes pour réparer le tort<sup>6</sup>.

Les demandes démocratiques, exacerbées notamment par la crise des ajustements structurels en début des années 1990, n'ont pas contribué partout à la pérennisation d'une gouvernance au service des populations.<sup>7</sup> La fragilité de l'Etat a notamment été accentuée par les politiques d'ajustements structurels imposés par le FMI et la banque Mondiale au cours des années 1980. Ces mesures d'austérité et de rigueur comptable, recommandant notamment une baisse drastique des dépenses publiques ainsi que leur capacité de redistribution<sup>8</sup>. Cette faiblesse dans la gestion politique et socioéconomique du territoire est une source d'instabilité et un facteur de fragmentation de l'espace national.

---

<sup>6</sup> Guillaume Soro, pourquoi je suis devenu Rebel, la Côte d'Ivoire au bord du gouffre, Avril 2005, Ed.Hachette, littérature, à Saint-Armand, Montrand, 173p.

<sup>7</sup> Ibrahima Gassama, « les politiques d'ajustement structurelles et leurs conséquences sur les crises sociales en Afrique ». Center Blog, 4 avril 2008

<sup>8</sup> Alain Dubresson et Jean Pierre Raison, op. ci. PP.32-37

## 2- Les fragilités économiques

Les fragilités économiques jouent un rôle déterminant à la fois comme enjeux, vecteurs et sources de financement des violences. Elles en deviennent bien souvent des catalyseurs en contribuant à la prolongation des « conflictualités », notamment lorsqu'un Etat pourvu en ressources est faible et incapable de protéger ses frontières contre d'autres acteurs armés, étatiques ou non. Plusieurs violences nées de griefs politiques au départ se sont muées en violences liées au contrôle des richesses et des ressources. Exemple de l'or à Ity dans la région du Tonkpi en Côte d'Ivoire, du diamant dans l'espace du « système du conflit du fleuve Mano<sup>9</sup> », du pétrole dans le système du golfe de Guinée, des narcodollars dans l'espace sahélo-saharien, ou encore à une échelle plus locale, l'accès aux ressources rares comme la terre ou l'eau dans le pourtour sahélien.<sup>10</sup>

D'une manière plus fondamentale, les dynamiques d'instabilité ouest-africaines s'enracinent dans les caractéristiques structurelles des systèmes économiques et leur mode d'insertion dans l'économie-monde.

Plusieurs économies de la sous-région ouest-africaines restent en effet des économies à dominantes agricoles, ou des économies de vente, peu diversifiées, peu

---

<sup>9</sup> L'Union du Fleuve Mano est le regroupement de 4 pays d'Afrique de l'ouest la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone.

<sup>10</sup> Bruno Helmlendorff, « Acquisition de terres en Afrique de l'ouest : Etat des lieux, moteurs et enjeux pour la sécurité », 30 décembre 2010, Bruxelles

créatrices d'emplois et vulnérable aux chocs extérieurs. Par exemple la montée de la piraterie dans le golfe de Guinée, s'explique par plusieurs facteurs, dont la paupérisation de couches importantes de la population de la sous-région et par la recherche de revenus de substitution.<sup>11</sup>

Les violences ouest-africaines s'appuient sur un contexte de pauvreté et de chômage de masse, notamment des jeunes, qui favorisent l'enrôlement dans les milices, groupes armés et autres réseaux criminels.<sup>12</sup> D'une manière générale, les sociétés africaines se trouvent aussi insérer dans une économie mondiale informelle, qui est à la fois source d'accumulation pour certains acteurs et facteurs de violence.

Aussi, les systèmes de conflits ouest-africains se greffent sur des interdépendances complexes entre la contrebande des produits illicites, les organisations criminelles, les trafiquants d'armes en relation avec le monde international des affaires et certains acteurs nationaux ou régionaux. En favorisant une circulation de biens illicites, certaines crises internes ou locales deviennent les catalyseurs régionaux des violences.

Il ressort de ce qui précède que l'absence de l'Etat ou son incapacité à jouer le rôle qui lui ai dévolu et la fragilité de son système économique engendre des

---

<sup>11</sup>Michel Luntembere « Insécurité maritime dans le golfe de Guinée : vers une stratégie régionale intégrée ? », 31 décembre 2012, Bruxelles

<sup>12</sup>Philippe Hugon, « L'économie des conflits en Afrique » in revue Internationale et Stratégique, n° 43, 2001, p152-169



violences politiques. A ces facteurs, il faut ajouter d'autres qui sont d'ordre socio-culturel.

## **II- La rupture des encadrements sociaux et les facteurs liés aux élections**

### **1- La rupture des encadrements sociaux**

Les sociétés ouest-africaines se caractérisent notamment par une forte croissance démographique et une population majoritairement jeune. 45% de la population a moins de 15 ans et 75% a moins de 30 ans<sup>13</sup>. La pauvreté touche près de 50% de cette population.<sup>14</sup> Cependant, l'exercice du pouvoir reste principalement aux mains des aînés et le leadership tarde à se renouveler, entraînant un déséquilibre générationnel et celui de la rupture sociale entre les « cadets sociaux » et les aînés<sup>15</sup>.

En outre, l'effondrement du système éducatif et des institutions publiques dans plusieurs pays comme le Nigéria, le Niger, le Mali, la Côte d'Ivoire, etc. laisse sans perspective d'avenir une majeure partie de la jeunesse et favorise la montée d'une culture politique intolérante, en rupture avec les modes de luttes civiques pacifiques. En effet, confrontés aux inégalités croissantes du fonctionnement de l'Etat et de la société, une partie de la jeunesse remet radicalement

---

<sup>13</sup>Massaer Diallo, « défis sécuritaires et hybridation des menaces dans la zone sahélo-saharienne », séminaire sur la sécurité au sahel, pour un partenariat sécurité et développement au sahel organisé par l'OGSS et l'UE, 25 et 26 novembre 2010, Bruxelles

<sup>14</sup>Idem

<sup>15</sup>Pauls Richards, « la nouvelle violence politique en Afrique : essai de théorisation ». L'auteur y donne son éclairage sur le basculement d'une partie de la jeunesse ouest-africaine dans la violence extrême, au cours des conflits libériens et sierra-léonais.

en question la légitimité des institutions étatiques et se tourne vers l'idéal et l'espoir d'un « autre avenir », incarnés par les bandes armées et les mouvements religieux sectaires.<sup>16</sup> Ce contexte de crise est marqué par la résurgence de l'instrumentalisation des référents identitaires, communautaires porteurs d'un risque supplémentaire de fractionnement et de tensions sociales. Le repli identitaire est aussi un moyen de se prémunir contre les risques et aléas, face à l'absence de la protection de l'Etat. Ces modes de représentation et de mobilisation sociale se développent d'autant plus que les jeunes sont en situation de forte vulnérabilité<sup>17</sup>. La montée des nouvelles religiosités et des radicalismes des mouvements, tel que BOKO Haram au Nigeria, s'inscrit dans ce contexte de crise des « encadrements.<sup>18</sup>»

Toutefois, une partie de la jeunesse urbanisée se distingue aussi par le renouvellement des formes d'expression politique et de contestation pacifique, comme le montre les actes de mouvements sociaux autour des collectifs « Yen a marre » au Sénégal ou le « balai citoyen », au Burkina Faso. Créé en janvier 2011 par un groupe de rappeurs, d'étudiants et de journalistes en réaction aux espoirs déçus de la

---

<sup>16</sup> Roland Marchal, « atomisation des fins et radicalisme des moyens de quelques conflits africains », in critique internationale, année 2000, volume 6, numéro 1, PP : 159-175

<sup>17</sup> Philippe Hugon, « L'économie des conflits en Afrique », op. cit. Ibidem

<sup>18</sup> Les encadrements sont d'ordre divers : système de parenté, structures politiques, religion, les langues, l'écriture ou la culture au sens large.

présidence d'Abdoulaye Wade. Ce mouvement s'est démarqué notamment par ses campagnes de mobilisation appelant les jeunes à voter pour renouveler le personnel politique, à lutter contre la corruption et à promouvoir le civisme.<sup>19</sup> Quant au mouvement burkinabé « balai citoyen » a vu le jour en juillet 2013 par deux musiciens, Sam'sk le jah et smockey, connus pour leur engagement contre le régime de Blaise Compaoré, dans le contexte de tensions sociopolitiques, lié au projet controversé de mise en place du sénat au Burkina-Faso<sup>20</sup>.

Ce mouvement qui se veut pacifiste œuvre pour dénoncer la mal gouvernance a su réunir en moins d'une semaine quelques 1 500 membres sur les réseaux sociaux.

Tous ces différents mouvements s'inscrivent dans le contexte de la faiblesse de l'Etat à jouer son rôle régalien, d'où la crise des « encadrements ».

## **2. Les élections : sources de violences politiques**

La démocratie politique comporte des pathologies qui grèvent son développement. Dans ce cadre, un faisceau de causes est souvent à l'origine des violences politiques enregistrées notamment dans l'espace ouest africain. D'abord les recherches portant sur les élections présidentielles, législatives, ou locales, discutées indiquent que l'accès au pouvoir est

---

<sup>19</sup> « Indignation : vu du Sénégal – génération y'en a marre », le courrier international, mars 2013.

<sup>20</sup> Kardiadou Traoré et Burkina : « le balai citoyen » veut nettoyer chez Compaoré », afriuk.com, 25 juillet 2013.

un puissant inducteur de la violence politique. En effet, un aspect important de la violence politique tient à la capacité des élites à créer des incitations à l'action collective ainsi que des sanctions et à mobiliser des milices qui expriment leur loyauté à ces élites ou à leur faction plutôt qu'à l'Etat<sup>21</sup>. Ces milices sont souvent impliquées dans le recours à la violence comme instrument de fraude électorale ou comme réaction à celle-ci. Ainsi, selon le sociologue Peter Sroken, la personnalité des dirigeants, leur politique et leur façon de gouverner sont à la source de tous les incidents violents qu'a connus l'histoire. Même Machiavel rappelle que la plupart des fondateurs furent des « prophètes armés<sup>22</sup> ». Il faut toutefois distinguer avec Weber « L'éthique de responsabilité », de « l'éthique de conviction » afin d'éviter le « discours de la violence immédiate et totale<sup>23</sup> ».

L'absence de consensus dans les négociations des règles du jeu électoral est également source de violence politique. Il est de même des manipulations exercées sur elle ainsi que les institutions. Une autre responsabilité particulière des violences politiques incombe au parti politique caractérisée fondamentalement par une défaillance managériale, idéologique, et de gouvernance interne. Nous nous

---

<sup>21</sup> Voir dans ce sens la crise ivoirienne de 2010 à 2011: Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé qui était le leader des « jeunes patriotes » considérés par l'opinion internationale comme une milice. Tous deux traduits devant la cour pénale internationale pour crimes contre l'humanité.

<sup>22</sup> Machiavel, le Prince, VI

<sup>23</sup> Enriquez, E. de la horde de l'Etat : essai d'une psychanalyse du lien social, Paris, Gallimard 1983

accordons à constater la faible efficacité de systèmes de partis politiques existants et l'absence d'une structuration suffisante pour animer et donner substance à la compétition démocratique. Il nous plaît d'affirmer que le système de partis est fondamentalement affaibli à la fois par le nomadisme politique, l'absence de permanence dans les opinions, l'anémie de nombreuses formations politiques, l'inflation de partis nominaux aux fonctions principalement personnelles et financières, ou encore les tentations et les dérives ethniques. En effet, la préférence ethnique est souvent citée par des analystes comme des paramètres des élections en Afrique de l'Ouest. Il faut dire que la menace porte sur sa manipulation malveillante.

Il ressort de ce qui précède qu'en Afrique de l'Ouest, il y a rupture des encadrements sociaux et aussi des crises, provoquées par l'organisation des différentes élections. Ces différents facteurs sont sources de violences politiques. Au-delà de ces facteurs, il y a la fragilité écologique et les contraintes géopolitiques qui menacent la paix sociale parce que sources de violences politiques.

### **III. La fragilité écologique et les contraintes géopolitiques**

#### **1- La fragilité écologique**

La fragilité écologique de l'espace sahélien, caractérisée par des cycles de sécheresse et la raréfaction des zones pastorales suite à la pression

foncière exercée par les agriculteurs, figure parmi les facteurs déterminants des rebellions Touaregs du début des années 1990 au Mali et au Niger.

Au Niger plus particulièrement, la surexploitation des rares ressources en eau par les entreprises minières exploitant l'uranium, constitue une menace durable pour l'économie pastorale, principale source de revenus des communautés Touaregs, peulh et Kounta.

Dans le delta du Niger, le secteur pétrolier est responsable d'une dégradation sans précédent de l'environnement, du fait d'une pollution massive qui a détruit les moyens de subsistance des populations locales. Cette pollution est l'un des facteurs de la paupérisation et l'un des griefs de certains mouvements armés de la sous-région<sup>24</sup> contre les pouvoirs en place. Les conditions de vie désastreuses de la majorité des habitants de la région du delta du Niger et le partage très inégal des revenus issus de l'exploitation pétrolière sont parmi les causes de tensions récurrentes depuis la fin des années 1990.<sup>25</sup>

En Côte d'Ivoire dans l'ouest du pays notamment à Zouan-Hounien, l'exploitation traditionnelle de l'or appelée orpaillage amenuise les espaces cultivables. Ce qui crée souvent des tensions entre les populations.

---

<sup>24</sup> IKE Okonta, « MEND : Anatomy of peoples Militie, » Pambezuka, octobre 2007.

<sup>25</sup> Michel Luntumbe, « Piraterie et insécurité dans le golfe de Guinée : défis et enjeux d'une gouvernance maritime régionale, 30 septembre 2011, Bruxelles, p. 6

## 2- Les contraintes géopolitiques

Les turbulences et violences politiques qui affectent cycliquement une partie de l'Afrique de l'ouest sont aussi un symptôme des mutations et ajustements qui traversent les sociétés africaines, confrontées à diverses contraintes internes au cours de ces dernières décennies : aspirations démocratiques, demandes d'autonomie politique pour motifs identitaires ou pour un meilleur partage des ressources, défis d'une adaptation au contexte de la mondialisation (dérégulation, questionnement et redéfinition du rôle de l'Etat). Ce schéma confrontant les acteurs locaux à l'Etat national en crise, se trouve également travaillé par la montée de réseaux transnationaux (diasporas, entreprises multinationales notamment minières et pétrolières, puissances régionales et internationales) organisés dans un jeu complexe d'alliances ou d'allégeance, en tensions pour la conquête des ressources ou la redéfinition des rapports d'influence.

Il ressort de tout ce qui précède que plusieurs facteurs sont à l'origine des violences politiques en Afrique de l'ouest. Ces facteurs sont diversifiés, entre autres nous avons les facteurs politiques et économiques, les facteurs socio-culturels, la fragilité écologique et les contraintes géopolitiques.

### **Conclusion**

Au terme de notre étude, nous retenons que l'observation des transitions démocratiques advenues

au début des années 1990 s'inscrivent dans la continuité des grandes tendances de la politique en Afrique de l'Ouest, plus qu'elle ne dévoile un changement radical. Tout d'abord s'impose la force des dynamiques sociales à travers des revendications qui expriment des attentes concrètes à l'égard des états postcoloniaux. Ces logiques du dedans rappelle que les sociétés africaines ne sont pas résignées à leur sort, mais que l'Etat y demeure plus que jamais un enjeu central quand un changement des règles du jeu – le droit, les élections, la rupture des encadrements sociaux, les fragilités économiques et écologiques, viennent remettre en cause les équilibres antérieurs.

Toutefois, il est généralement admis que les violences ouest africaines contemporaines sont corrélées dans le déficit de l'Etat. A la lumière de diverses violences politiques observées dans la sous région ouest africaine, il semble que la prévention physique passe par l'amélioration fondamentale à la pratique de la démocratie en tant que telle.

### **Bibliographie**

- Bedzigui Yann, « les conflits en Afrique, une résolution improbable», AFRI, volume IX, 2008.
- Dubresson Alain et Raison Jean Pierre, « l'Afrique subsaharienne une géographie du changement», Armand Colin, 1998, p. 32-37



- Dumont Gérard-François, « La géographie des populations du sahel», in la revue politique, 7 avril 2010
- Diallo Massaer, « Défis sécuritaires et hybridation des menaces dans la zone sahélo-saharienne», séminaire sur la sécurité au sahel, « pour un partenariat sécurité et développement au sahel », organisé par l'OGSS et l'EU, 25 et 26 novembre 2010, Bruxelles.
- Enriquez, E. de la horde de l'Etat : essai d'une psychanalyse du lien social, Paris, Gallimard 1983
- Evans Gareth, « Prévenir les conflits: un guide pratique», ICG, politique étrangère n1- 2006 printemps, 25 janvier 2006
- Gassama Ibrahima, « Les politiques d'ajustement structurelles et leurs conséquences sur les crises sociales en Afrique», center blog, 4 avril 2008
- Hellendorf Bruno, « acquisition de terres en Afrique de l'Ouest: états des lieux, moteurs et enjeux pour la sécurité», 30 décembre 2012, Bruxelles

- Hugon Philippe, « L'économie des conflits en Afrique», in revue internationale et strategique, 2001, Cairn-info
- « Indignation: vu du Sénégal - Génération Yen a marre», le courrier international, mars 2013.
- Lintumbe Michel, « Piraterie et insécurité dans le golfe de Guinée: défis et enjeux d'une gouvernance maritime régionale, 30 septembre 2001, Bruxelles, p.6
- Machiavel, le Prince, VI
- Marchal Roland, « atomisation des fins et radicalisme des moyens de quelques conflits africaines», in critique international, année 2000, volume 6, numéro 1, PP159-175
- Marchal Roland, « Liberia, Sierre Léone et Guinée: une guerre sans frontière?», in politique africaine, 2002/4, N°88, P.180
- Mehdi Taje, « Vulnérabilité et facteurs d'insécurité au Sahel»,. Note CSAO/OCDE, enjeux, ouest africains, 8p.
- Okonto Ike, « ITEND: Anatomy of peoples'Militia», Pambezuka, Octobre 2007.

- Richards Pauls, « la nouvelle violence politique en Afrique: essai de théorisation», in politique africaine, 1998-Library.Wur-nl
- Soro Guillaume, pourquoi je suis devenu rébel, la Côte d'Ivoire au bord du gouffre, avril 2005, Ed. Hachette, littérature à Saint-Armand, montrand, 173p
- Table ronde : « la prolongation des conflits: approche comparative des systèmes de guerre», Culture et conflits.
- Traoré Kardiatou, « Burkina: "le balai citoyen" veut nettoyer chez Compaoré», Afrik Com, 25 juillet 2013